

**Art. 12.** L'administration du Logement est chargée du contrôle du respect des conditions fixées à l'article 8, deuxième alinéa et dans les articles 9 et 11. A cet effet l'administration de l'Infrastructure informe l'administration du Logement des logements subventionnés conformément au présent arrêté à chaque approbation du décompte final.

Tant l'initiateur que le locataire sont tenus de mettre les données nécessaires à ce contrôle à la disposition de l'administration du Logement. Lorsque l'initiateur est une société agréée, ces données sont procurées via la VHM.

L'Administration de l'Infrastructure est chargée du contrôle des autres conditions fixées dans le présent arrêté.

**Art. 13.** Les dispositions de l'article 8, deuxième alinéa, l'article 9, l'article 10, § 1er et l'article 11 sont également d'application pour les projets pour lesquels le Ministre communautaire a accordé une promesse de subvention du projet en 1990.

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets le 2 août 1991.

**Art. 15.** Le Ministre communautaire des Finances et du Budget et le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 août 1991.

Pour le Président de l'Exécutif flamand  
et Ministre communautaire des Finances et du Budget,  
Le Ministre de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale,  
**T. KELCHTERMANS**

Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire et du Logement,  
**L. WALTNIEL**

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 2512

#### 3 JUILLET 1991. — Décret relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Contenu de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

##### Section I<sup>re</sup>. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** La formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommée « la formation permanente », s'applique aux professions indépendantes susceptibles d'être représentées au Conseil supérieur des Classes moyennes.

Elle comprend :

1<sup>o</sup> l'apprentissage, qui assure une formation générale, technique et pratique, préparatoire à la formation de chef d'entreprise;

2<sup>o</sup> la formation de chef d'entreprise, qui assure une formation préparatoire à l'exercice d'une fonction dirigeante dans une petite ou moyenne entreprise ou à l'exercice d'une profession indépendante;

3<sup>o</sup> la formation prolongée, qui permet à ceux qui ont achevé avec succès la formation de chef d'entreprise et aux titulaires de fonctions dirigeantes dans une petite ou moyenne entreprise et à leurs collaborateurs, ainsi qu'aux titulaires d'une profession indépendante, d'accroître leur qualification professionnelle, de s'adapter aux techniques nouvelles et à l'évolution économique et sociale;

4<sup>o</sup> la reconversion, qui permet aux titulaires de fonctions dirigeantes dans une petite ou moyenne entreprise, ainsi qu'aux titulaires d'une profession indépendante, d'acquérir en cas de nécessité les compétences nécessaires à l'exercice d'une autre activité professionnelle indépendante;

5<sup>o</sup> le perfectionnement pédagogique, qui vise à améliorer les connaissances pédagogiques de toute personne investie d'une mission de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

(1) *Session 1990-1991 :*

*Documents du Conseil.* — N<sup>o</sup> 187, n<sup>o</sup> 1 : Projet de décret; n<sup>o</sup> 2 : Rapport; n<sup>os</sup> 3 et 4 : Amendements.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 18 juin 1991.

*Section II. -- L'apprentissage*

**Art. 2.** L'apprentissage comprend une formation pratique dans l'entreprise, ainsi que des cours de formation générale et professionnelle.

Il fait l'objet d'un contrat d'apprentissage.

**Art. 3.** Le contrat d'apprentissage est un contrat par lequel un chef d'entreprise s'engage à donner ou à faire donner à un apprenti une formation, générale et technique, préparatoire à la formation de chef d'entreprise et par lequel un apprenti s'engage à s'initier aux matières théoriques et au savoir-faire utiles à l'exercice de la profession, sous la direction et la surveillance du chef d'entreprise de même qu'à suivre les cours nécessaires à sa formation.

Le contrat est conclu par l'intermédiaire d'un secrétaire d'apprentissage.

**Art. 4.** L'apprentissage fait l'objet d'une évaluation continue et d'un examen.

Les candidats qui ont satisfait à l'examen obtiennent un certificat délivré au nom de l'Exécutif par les Centres visés à l'article 16.

L'Exécutif fixe les modalités selon lesquelles il homologue les certificats.

L'Exécutif peut, dans les cas qu'il détermine, prévoir la délivrance d'attestations par lesquelles la réussite partielle des épreuves est prouvée.

**Art. 5.** L'Exécutif détermine, après avis de l'Institut visé à l'article 15 :

- 1° parmi les professions indépendantes visées à l'article 1<sup>er</sup>, les professions qui peuvent faire l'objet d'un apprentissage, ainsi que la durée de l'apprentissage, laquelle ne peut excéder quatre années;
- 2° les conditions d'accès à l'apprentissage;
- 3° les modalités relatives au contrat d'apprentissage en ce compris sa durée ainsi que les modalités particulières de l'engagement pris par le chef d'entreprise lorsqu'il exerce l'autorité parentale ou la tutelle à l'égard de l'apprenti, cet engagement dispensant de la conclusion d'un contrat d'apprentissage;
- 4° les conditions d'agrément et de retrait d'agrément des contrats;
- 5° les conditions auxquelles doivent répondre les entreprises pour pouvoir dispenser une formation pratique dans le cadre de l'apprentissage;
- 6° les conditions d'organisation des cours, de l'évaluation continue et des examens;
- 7° les conditions minimales auxquelles doivent répondre les programmes relatifs à l'apprentissage.

*Section III. -- La formation de chef d'entreprise*

**Art. 6.** La formation de chef d'entreprise comprend une formation théorique et une formation pratique.

La formation théorique comprend des cours de gestion et des cours de connaissances professionnelles.

Indépendamment de la pratique professionnelle à acquérir dans une entreprise par le biais d'une convention de stage, l'Exécutif peut prévoir d'autres modalités particulières de formation pratique par type de profession.

**Art. 7.** La formation de chef d'entreprise fait l'objet d'une évaluation continue et d'un examen.

Les candidats qui ont satisfait à l'examen obtiennent un diplôme délivré par les Centres visés à l'article 16 au nom de l'Exécutif de la Communauté française selon les modalités qu'il détermine. Les candidats qui ont réussi les épreuves portant sur les connaissances de gestion à la fin de la première année de la formation obtiennent un certificat délivré par les Centres visés à l'article 16 au nom de l'Exécutif de la Communauté française selon les modalités qu'il détermine.

L'Exécutif détermine les modalités selon lesquelles il homologue les diplômes.

L'Exécutif peut, dans les cas qu'il détermine, prévoir la délivrance d'attestations par lesquelles la réussite partielle des épreuves est prouvée.

**Art. 8.** L'Exécutif détermine, après avis de l'Institut visé à l'article 15 :

- 1° parmi les professions indépendantes visées à l'article 1<sup>er</sup>, les professions qui peuvent faire l'objet d'une formation de chef d'entreprise, ainsi que la durée de la formation, laquelle ne peut excéder trois années;
- 2° les conditions d'admission des candidats;
- 3° les conditions d'organisation des cours, de l'évaluation continue et des examens;
- 4° les dispositions relatives à l'organisation de stage en entreprise;
- 5° les conditions minimales auxquelles doivent répondre les programmes relatifs à la formation de chef d'entreprise.

*Section IV. -- La formation prolongée*

**Art. 9.** La formation prolongée comprend le perfectionnement et le recyclage.

**Art. 10.** Le perfectionnement a pour objet une adaptation régulière aux situations nouvelles qui se posent dans une entreprise dans les domaines technique, économique, juridique, social et humain.

Le perfectionnement se concrétise sous forme de conférences, de journées d'études, de séminaires, de colloques ou de congrès.

**Art. 11.** Le recyclage a pour objet la mise à jour approfondie des connaissances relatives aux nouvelles techniques professionnelles et de gestion.

Le recyclage se concrétise sous forme de cours.

**Art. 12.** L'Exécutif règle l'organisation de la formation prolongée. Il peut, dans les cas qu'il détermine, prévoir la délivrance de certificats.

*Section V. -- La reconversion*

**Art. 13.** L'Exécutif règle des activités de reconversion et fixe les conditions d'admission des candidats.

*Section VI. -- Le perfectionnement pédagogique*

**Art. 14.** L'Exécutif règle l'organisation du perfectionnement pédagogique.

Le perfectionnement pédagogique se concrétise sous forme de conférences, de cycles de formation ou d'autres activités susceptibles d'améliorer la valeur pédagogique.

CHAPITRE II. — Structures de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Section I<sup>re</sup>. — Généralités

**Art. 15.** Il est créé un Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises dénommé ci-après « l'Institut ».

L'Institut est un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique et classé parmi les organismes de la catégorie B au sens de la loi du 18 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Il est soumis à toutes les dispositions de la loi précitée, applicables aux organismes de ladite catégorie.

L'Institut est organisé au niveau local en services subrégionaux. L'Exécutif, sur proposition de l'Institut, arrête le nombre de ces services et leur ressort territorial.

L'Institut remplit les missions visées à l'article 20.

**Art. 16.** Sur proposition de l'Institut, l'Exécutif peut agréer, aux conditions qu'il détermine, des Centres de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommés « Centres ».

Les Centres sont constitués en associations sans but lucratif régies par la loi du 27 juin 1921.

L'association doit être ouverte exclusivement :

1<sup>o</sup> à toutes les organisations régionales de classes moyennes et de travailleurs indépendants, répondant aux conditions fixées par l'article 2, § 1<sup>er</sup>, des lois relatives à l'organisation des classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979 et ses arrêtés d'exécution;

2<sup>o</sup> aux groupements interprofessionnels, membres d'une fédération nationale interprofessionnelle répondant aux conditions fixées par l'article 7 des lois relatives à l'organisation des classes moyennes coordonnées le 28 juin 1979 et ses arrêtés d'exécution.

Les statuts de l'association doivent répondre aux conditions fixées par l'Exécutif. Ils veilleront à assurer une représentation équilibrée des fédérations professionnelles et des groupements interprofessionnels. Ils prévoient, notamment, l'engagement à accomplir exclusivement les missions visées à l'article 22.

**Art. 17.** Sur proposition de l'Institut, l'Exécutif agréer des commissions professionnelles. Leurs membres sont d'expression française.

L'Exécutif détermine les conditions d'agrément et les modalités de fonctionnement de ces commissions.

Les commissions professionnelles remplissent les missions visées à l'article 25.

**Art. 18.** Sur avis de l'Institut, l'Exécutif agréer des secrétaires d'apprentissage. Il détermine leur statut, les conditions de leur agrément, et du retrait de leur agrément, ainsi que le montant de l'allocation qui leur est octroyée.

Les secrétaires d'apprentissage remplissent les missions visées à l'article 26.

**Art. 19.** Sur avis de l'Institut, l'Exécutif agréer des commissions d'apprentissage. Leurs membres sont d'expression française.

Chaque commission est composée de quinze membres : un représentant des associations de parents, deux représentants des organisations de jeunesse, quatre représentants des organisations représentatives des travailleurs, un représentant de l'Institut, un représentant d'un Centre, trois représentants des organisations régionales des classes moyennes visées à l'article 16, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, trois représentants des groupements interprofessionnels visés à l'article 16, alinéa 3, 2<sup>o</sup>.

Un représentant du ministre qui a la Formation permanente des Classes moyennes dans ses attributions et un représentant du ministre qui a l'Education dans ses attributions assistent aux réunions des commissions avec voix consultative.

L'Exécutif détermine les conditions d'agrément, le ressort territorial et les modalités de fonctionnement de ces commissions.

Les commissions d'apprentissage remplissent les missions visées à l'article 27.

Section II. — Attributions

**Art. 20.** L'Institut a pour mission :

1<sup>o</sup> de promouvoir, avec le concours des Centres, l'apprentissage, la formation de chef d'entreprise, la formation prolongée, la reconversion et le perfectionnement pédagogique;

2<sup>o</sup> d'élaborer, sur proposition des commissions professionnelles, les programmes relatifs à l'apprentissage et à la formation de chef d'entreprise;

3<sup>o</sup> d'agrérer, de coordonner et de subventionner les cours d'apprentissage et de formation de chef d'entreprise et de reconversion organisés par les Centres et d'en assurer la surveillance pédagogique;

4<sup>o</sup> de coordonner l'organisation de l'évaluation continue et des examens dans le cadre de l'apprentissage et de la formation de chef d'entreprise;

5<sup>o</sup> d'agrérer, de coordonner et de subventionner les activités de formation prolongée organisées par les Centres;

6<sup>o</sup> d'organiser, avec la collaboration des Centres, le perfectionnement pédagogique;

7<sup>o</sup> d'agrérer les contrats et les engagements d'apprentissage;

8<sup>o</sup> de contrôler l'activité des secrétaires d'apprentissage;

9<sup>o</sup> de formuler à l'Exécutif son avis sur tout avant-projet de décret ou d'arrêté réglementaire concernant la formation permanente;

10<sup>o</sup> de surveiller le déroulement de l'apprentissage en entreprise.

**Art. 21.** L'Institut prend, dans le cadre de ses missions, toute initiative de nature à développer ou à améliorer la formation permanente. Il peut, notamment, conclure des accords de coopération avec les autres secteurs de la formation.

**Art. 22.** Les Centres ont pour missions :

- 1° de promouvoir, avec le concours de l'Institut, l'apprentissage, la formation de chef d'entreprise, la formation prolongée, la reconversion et le perfectionnement pédagogique;
- 2° d'organiser, à titre exclusif, les cours, l'évaluation continue et les examens dans le cadre de l'apprentissage et de la formation de chef d'entreprise, ainsi que d'organiser le stage lié à la formation de chef d'entreprise;
- 3° d'assurer la guidance pédagogique des apprentis inscrits aux cours;
- 4° d'élaborer les programmes et d'organiser les activités de la formation prolongée et de la reconversion;
- 5° de délivrer les attestations, certificats et diplômes visés aux articles 4, 7 et 12.

**Art. 23.** Les Centres prennent, dans le cadre de leurs missions, toute initiative de nature à développer ou à améliorer la formation prolongée, la reconversion ou le stage lié à la formation de chef d'entreprise.

**Art. 24.** Les Centres peuvent confier la réalisation d'activités de formation prolongée aux fédérations professionnelles et interprofessionnelles.

**Art. 25.** Les commissions professionnelles ont pour mission de formuler des avis ou de faire des propositions à l'Institut sur les problèmes liés à une profession ou à un groupe de professions ou sur les problèmes spécifiques à la formation permanente.

**Art. 26.** Les secrétaires d'apprentissage ont pour missions :

- 1° d'œuvrer à la conclusion des contrats d'apprentissage en servant d'intermédiaire entre le chef d'entreprise et l'apprenti ou son représentant légal, en veillant particulièrement aux problèmes d'orientation professionnelle, en assurant la promotion de l'apprentissage dans leur secteur et en recherchant les entreprises aptes à donner une formation adéquate et les activités professionnelles nouvelles susceptibles de faire l'objet d'un apprentissage;
- 2° d'assurer le contrôle administratif des contrats conclus par leur intermédiaire et les engagements d'apprentissage; d'assurer le contrôle régulier de l'exécution des contrats d'apprentissage en veillant particulièrement au respect des obligations contractuelles de l'employeur;
- 3° d'assumer la guidance morale et sociale des apprentis;
- 4° de remplir un rôle de médiateur dans les litiges entre le chef d'entreprise et l'apprenti;
- 5° d'assister aux travaux de la commission d'apprentissage.

**Art. 27.** Les commissions d'apprentissage ont pour missions :

- 1° d'évaluer les problèmes de guidance que connaissent les secrétaires d'apprentissage de leur ressort, et de proposer des solutions;
- 2° de concilier les litiges entre les parties contractantes qui n'auraient pu être résolus par les secrétaires d'apprentissage;
- 3° d'émettre des avis et d'introduire des propositions auprès du conseil d'administration de l'Institut au sujet de l'amélioration de l'apprentissage, de la manière dont les secrétaires d'apprentissage exécutent leur tâche, des retraits de l'agrément des contrats d'apprentissage;
- 4° de proposer à l'Exécutif le retrait d'agrément d'un secrétaire d'apprentissage après avoir entendu l'intéressé et après avoir établi un rapport détaillé. La décision du retrait d'agrément est motivée.

### CHAPITRE III. — *L'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises*

#### *Section I<sup>re</sup>. — Le conseil d'administration*

**Art. 28.** L'Institut est administré par un conseil d'administration qui est composé comme suit :

- 1° un président;
- 2° un vice-président;
- 3° huit membres représentant des professions qui répondent aux conditions fixées par l'article 6 des lois relatives à l'organisation des classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979, ou en vertu de cette disposition;
- 4° huit membres représentant les différentes fédérations interprofessionnelles qui répondent aux conditions fixées par l'article 7 des lois relatives à l'organisation des classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979, ou en vertu de cette disposition;
- 5° quatre membres représentant les Centres.

**Art. 29.** Les membres du conseil d'administration sont nommés par l'Exécutif sur des listes comprenant chacune deux candidats et présentées respectivement par les fédérations professionnelles, les fédérations interprofessionnelles et par les Centres.

**Art. 30.** L'Exécutif nomme le président et le vice-président du conseil d'administration sur proposition unanime de ses membres. A défaut d'unanimité, l'Exécutif nomme le président et le vice-président d'initiative.

**Art. 31.** Le président, le vice-président et les membres sont nommés pour une durée de quatre années. Ils doivent être d'expression française.

Tout membre qui perd la qualité en laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire.

Tout membre qui cesse de faire partie du conseil d'administration est remplacé dans les trois mois qui suivent. Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

#### *Section II. — Attributions du conseil d'administration*

**Art. 32.** Le conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de l'Institut.

**Art. 33.** L'Exécutif soumet à l'avis du conseil d'administration tout avant-projet de décret ou d'arrêté réglementaire concernant la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Le conseil d'administration rend son avis dans un délai de quarante-cinq jours calendrier à dater du jour de l'envoi de la demande. A défaut, il est passé outre.

**Art. 34.** Le conseil d'administration arrête, sous l'approbation de l'Exécutif, son règlement d'ordre intérieur qui prévoit notamment :

- 1° les règles concernant la convocation du conseil d'administration;
- 2° les règles relatives à la présidence du conseil d'administration, en cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président;
- 3° la détermination des actes de gestion journalière;
- 4° les conditions dans lesquelles le conseil d'administration sollicite l'avis et la collaboration des commissions professionnelles;
- 5° les modalités selon lesquelles l'avis visé à l'article 33 est donné.

**Art. 35.** Lors de sa constitution, le conseil d'administration désigne, parmi les membres du personnel de l'Institut, la personne chargée du secrétariat du conseil ainsi que son suppléant. Il peut en tout temps procéder à son remplacement.

**Art. 36.** L'Exécutif fixe le montant des indemnités et des jetons de présence à allouer au président, au vice-président et aux membres du conseil d'administration. Ces indemnités et jetons de présence sont à charge de l'Institut.

**Art. 37.** L'Exécutif désigne un commissaire et un commissaire suppléant en vue d'exercer les compétences définies par la loi du 16 mars 1954.

#### *Section III. — La gestion journalière*

**Art. 38.** L'Exécutif nomme, sur proposition du ministre qui a la formation permanente des classes moyennes dans ses attributions, l'administrateur général de l'Institut.

**Art. 39.** L'administrateur général de l'Institut exécute les décisions du conseil d'administration; il donne à ce dernier toutes informations et soumet toutes propositions utiles au fonctionnement de l'Institut.

Il assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Il dirige le personnel et assure, sous le contrôle du conseil d'administration, le fonctionnement de l'Institut.

Il exerce les pouvoirs de gestion journalière définis par le règlement d'ordre intérieur.

Le conseil d'administration peut lui déléguer d'autres pouvoirs déterminés.

Pour faciliter l'expédition des affaires, le conseil d'administration peut, dans les limites et conditions qu'il détermine, autoriser l'administrateur général à déléguer une partie des pouvoirs qui lui sont conférés, ainsi que la signature de certaines pièces et correspondances.

**Art. 40.** En cas d'empêchement de l'administrateur général, le membre du personnel de l'Institut titulaire d'un grade immédiatement inférieur ou, à défaut, un membre du personnel titulaire du grade le plus élevé sera désigné par le conseil d'administration pour exercer ses fonctions.

#### *Section IV. — Le personnel*

**Art. 41.** Sur proposition du conseil d'administration, l'Exécutif fixe le cadre et le statut du personnel définitif et temporaire de l'Institut.

L'Institut peut recourir à du personnel contractuel.

Les agents définitifs de l'a.s.b.l. « Institut francophone de Formation permanente des Classes moyennes » sont transférés à l'Institut dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité. L'Exécutif détermine les modalités de ce transfert.

#### *Section V. — Le financement et le budget de l'Institut*

**Art. 42.** L'Institut bénéficie de subventions pour l'exercice des missions définies ci-dessus, dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de la Communauté française.

Il peut recevoir des legs et des donations et percevoir toutes autres recettes. Il peut contracter des emprunts exclusivement pour financer les dépenses en capital.

**Art. 43.** Le budget de l'Institut est communiqué au conseil de la Communauté française en annexe au projet de budget de la Communauté française.

**Art. 44.** Les subventions inscrites au budget de la Communauté sont mises à disposition de l'Institut en quatre tranches trimestrielles d'un montant égal, à payer à l'Institut au plus tard le vingtième jour de chaque trimestre.

**Art. 45.** Les Centres bénéficient de subventions pour l'exercice des missions définies ci-dessus, dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de l'Institut. Lorsqu'ils confient, conformément à l'article 24, la réalisation d'activités de formation prolongée aux fédérations professionnelles et interprofessionnelles, les Centres subventionnent eux-mêmes ces fédérations.

L'octroi et l'emploi de subventions destinées aux centres sont soumis au contrôle de l'Institut. L'octroi des subventions est subordonné à l'application par les Centres d'un plan comptable dont les modalités sont fixées par l'Exécutif, sur proposition de l'Institut.

**Art. 46.** Les secrétaires d'apprentissage bénéficient de subventions pour les missions qu'ils accomplissent, dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de l'Institut.

**Art. 47.** Les commissions d'apprentissage bénéficient de subventions pour les missions qu'elles accomplissent, dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de l'Institut.

**Art. 48.** L'Institut peut acquérir des parts dans des sociétés d'économie mixte ou dans des sociétés de droit privé œuvrant dans le secteur de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

#### *CHAPITRE IV. — Dispositions finales*

**Art. 49.** L'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les classes moyennes, modifié en ce qui concerne la Communauté française par les arrêtés de l'Exécutif du 26 octobre 1982, du 26 mars 1986, du 24 septembre 1987 et du 29 octobre 1990, est abrogé.

Art. 50. A l'article 1<sup>er</sup>, B, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises » sont insérés à leur place dans l'ordre alphabétique.

Art. 51. Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme  
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Fr. GUILLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 91 — 2512

[S—29450]

3 JULI 1991. — Decreet betreffende de voortgezette opleiding  
voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wji, Executieve, bekrachtigen  
hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inhoud van de voortgezette opleiding voor de middenstand  
en de kleine en middelgrote ondernemingen*

*Afdeling I. — Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** De voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, hierna "de voortgezette opleiding" genoemd, geldt voor de zelfstandige beroepen die vertegenwoordigd kunnen worden in de Hoge Raad voor de Middenstand.

Ze omvat :

- 1° de leertijd : algemene, technische en praktische opleiding, voorbereidend op de opleiding tot ondernemer;
- 2° de opleiding tot ondernemer : bereidt voor op een leidende functie in een kleine of middelgrote onderneming of op een zelfstandig beroep;
- 3° de verlengde opleiding die degenen die met goed gevolg de opleiding tot ondernemer doorgemaakt hebben, de titularissen van een leidende functie in een kleine of middelgrote onderneming en hun medewerkers, alsook de titularissen van een zelfstandig beroep, de mogelijkheid biedt, hun beroepskwalifikatie te verbeteren en zich aan de nieuwe technieken en de sociaal-economische evolutie aan te passen;
- 4° de omscholing, die de titularissen van een leidende functie in een kleine of middelgrote onderneming en de titularissen van een zelfstandig beroep de mogelijkheid biedt, in geval van noodzaak de nodige bekwaamheid voor een andere zelfstandige bedrijvigheid te verwerven;
- 5° de pedagogische volmaking, die de pedagogische kennis verbetert van elke persoon, belast met de voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

*Afdeling II. — De leertijd*

**Art. 2.** De leertijd omvat de praktische opleiding in een bedrijf en leergangen voor algemene vorming en beroepsopleiding.

Hij is het voorwerp van een leercontract.

(1) *Zitting 1990-1991 :*

*Documenten van de Raad.* — Nr. 187, nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag, nrs. 3 en 4 : Amendementen.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 juni 1991.

**Art. 3.** Het leercontract is een overeenkomst waarbij een ondernemer zich ertoe verbindt, een leerling een algemene en technische opleiding te (laten) geven die hem voorbereidt op de opleiding tot ondernemer, en waarbij de leerling zich ertoe verbindt de theoretische vakken en de bedrevenheid die nuttig zijn voor de uitoefening van het beroep aan te leren, onder de leiding en het toezicht van de ondernemer, en de lessen te volgen die vereist zijn voor zijn opleiding.

De overeenkomst wordt gesloten door bemiddeling van een leersecretaris.

**Art. 4.** De leertijd is het voorwerp van doorlopende evaluatie en van een examen. Geslaagde examinandi krijgen een getuigschrift, uitgereikt namens de Executieve door de Centra bedoeld in artikel 16.

De Executieve bepaalt de wijze waarop ze de getuigschriften homologeert en kan, in de gevallen die ze bepaalt, attesten uitreiken tot staving van het wetslagen voor een gedeelte van het examen.

**Art. 5.** De Executieve bepaalt op advies van het in artikel 15 bedoelde Instituut :

- 1° onder de zelfstandige beroepen bedoeld in artikel één, de beroepen waarop het leerlingwezen kan betrekking hebben alsook de duur van de leertijd, die niet meer dan vier jaar mag bedragen;
- 2° de voorwaarden voor toegang tot de leertijd;
- 3° de voorwaarde betreffende het leercontract, met inbegrip van de duur ervan, alsook de bijzondere verbintenis, aangegaan door de ondernemer die het ouderlijk gezag of de voogdij uitoefent jegens de leerling, die vrijstaat van de verplichting een leercontract te sluiten;
- 4° de voorwaarden voor de erkenning van de contracten en voor de intrekking van die erkenning;
- 5° de voorwaarden waaraan de bedrijven moeten voldoen om aan de leerlingen een praktische opleiding te mogen geven;
- 6° de voorwaarden voor de organisatie van de lessen, de doorlopende evaluatie en de examens;
- 7° de minimumvoorwaarden waaraan de programma's betreffende de leertijd moeten voldoen.

#### *Afdeling III. — De opleiding tot ondernemer*

**Art. 6.** De opleiding tot ondernemer omvat een theoretische en een praktische opleiding.

De theoretische opleiding omvat lessen over het beheer en over de beroepskennis.

Buiten de beroepspraktijk die opgedaan moet worden in een bedrijf, via een stageovereenkomst, kan de Executieve andere bijzondere vormen van praktische opleiding invoeren per type van beroep.

**Art. 7.** De opleiding tot ondernemer is het voorwerp van doorlopende evaluatie en van een examen.

De geslaagde examinandi krijgen een diploma, uitgereikt door de in artikel 16 bedoelde Centra namens de Executieve van de Franse Gemeenschap, volgens de modaliteiten die de Executieve bepaalt.

De examinandi die geslaagd zijn voor het examen over de beheerskennis na het 1e jaar van de opleiding, krijgen een getuigschrift, uitgereikt door de in artikel 16 bedoelde Centra, namens de Executieve van de Franse Gemeenschap, volgens de modaliteiten die de Executieve bepaalt.

De Executieve bepaalt de wijze waarop ze de diploma's homologeert en kan in de gevallen die ze vaststelt, attesten uitreiken tot staving van het wetslagen voor een gedeelte van het examen.

**Art. 8.** De Executieve bepaalt op advies van het in artikel 15 bedoelde Instituut :

- 1° de in artikel 1 bedoelde zelfstandige beroepen waarop een opleiding tot ondernemer betrekking kan hebben, alsook de duur van de opleiding, die niet meer dan drie jaar mag bedragen;
- 2° de voorwaarden voor de toelating van de kandidaten;
- 3° de voorwaarden voor de organisatie van de lessen, de doorlopende evaluatie en de examens;
- 4° de regeling van de stage in een bedrijf;
- 5° de minimumvoorwaarden waaraan de programma's van de opleiding tot ondernemer moeten voldoen.

#### *Afdeling IV. — Verlengde opleiding*

**Art. 9.** De verlengde opleiding omvat de volmaking en de bijscholing.

**Art. 10.** De volmaking beoogt een regelmatige aanpassing aan de nieuwe toestanden die zich in een bedrijf voordoen op technisch, economisch, juridisch, sociaal en humaan vlak.

De volmaking wordt verstrekt in de vorm van lezingen, studiedagen, seminars, colloquia of congressen.

**Art. 11.** De bijscholing beoogt de grondige bijwerking van de kennis betreffende nieuwe beheers- en bedrijfstechnieken.

Ze wordt verstrekt in de vorm van leergangen.

**Art. 12.** De Executieve regelt de organisatie van de verlengde opleiding en kan, in de gevallen die ze bepaalt, getuigschriften uitreiken.

*Afdeling V. — Omscholing*

**Art. 13.** De Executieve regelt de activiteiten i.v.m. de omscholing en bepaalt de voorwaarden inzake toelating van de kandidaten.

*Afdeling VI. — Pedagogische volmaking*

**Art. 14.** De Executieve regelt de organisatie van de pedagogische volmaking.  
Deze wordt verstrekt in de vorm van lezingen, opleidingscyclussen of andere activiteiten die de pedagogische waarde kunnen verhogen.

**HOOFDSTUK II. — Structuur van de voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen***Afdeling I. — Algemene bepalingen*

**Art. 15.** Er wordt een Instituut voor de voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen opgericht, hierna "het Instituut" genoemd.

Dit Instituut is een instelling van algemeen nut met rechtspersoonlijkheid, ingedeeld bij de instellingen van categorie B, bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Het is onderworpen aan alle bepalingen van voormelde wet die betrekking hebben op de instellingen van die categorie.

Het Instituut wordt plaatselijk georganiseerd in de vorm van subregionale diensten waarvan de Executieve op voorstel van het Instituut het aantal en het ambtsgebied bepaalt.

Het Instituut vervult de in artikel 20 bedoelde opdrachten.

**Art. 16.** Op voorstel van het Instituut kan de Executieve, onder de voorwaarden die ze bepaalt, Centra voor voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen erkennen, hierna "Centra" genoemd.

De Centra worden opgericht als vereniging zonder winstoogmerk, onder de gelding van de wet van 27 juni 1921.

Van de vereniging mogen alleen deel uitmaken :

1° de gewestelijke organisaties van middenstanders en zelfstandigen die voldoen aan de vereisten van artikel 2, § 1, van de op 28 mei 1979 gecoördineerde wetten betreffende de organisatie van de middenstand, en van de uitvoeringsbesluiten;

2° de interprofessionele bonden, die lid zijn van een interprofessioneel nationaal verbond dat voldoet aan de vereisten van artikel 7 van de op 28 mei 1979 gecoördineerde wetten betreffende de organisatie van de middenstand, en van de uitvoeringsbesluiten.

De statuten van de vereniging moeten voldoen aan de voorwaarden gesteld door de Executieve, en voorzien in een evenwichtige vertegenwoordiging van de bedrijfsorganisaties en interprofessionele bonden. Ze moeten de verbintenis behelzen om uitsluitend de in artikel 22 bedoelde opdrachten te vervullen.

**Art. 17.** Op voorstel van het Instituut erkent de Executieve bedrijfscommissies, waarvan de leden Franstalig zijn.

Ze bepaalt de voorwaarden voor erkenning en de werkwijze van die commissies.

De bedrijfscommissies vervullen de in artikel 25 bedoelde opdrachten.

**Art. 18.** Op advies van het Instituut erkent de Executieve leersecretarissen. Ze bepaalt hun statuut, de voorwaarden voor hun erkenning en voor de intrekking hiervan, het bedrag van de hun verleende toelage.

De leersecretarissen vervullen de in artikel 26 bedoelde opdrachten.

**Art. 19.** Op advies van het Instituut erkent de Executieve leercommissies, waarvan de leden Franstalig zijn.

Elke commissie bestaat uit 15 leden : 1 vertegenwoordiger van de ouderverenigingen, 2 vertegenwoordigers van de jeugdorganisaties, 4 vertegenwoordigers van de representatieve werknemersverenigingen, 1 vertegenwoordiger van het Instituut, 1 vertegenwoordiger van een centrum, 3 vertegenwoordigers van de in artikel 16, 3e lid, 1° bedoelde gewestelijke organisaties van middenstanders, 3 vertegenwoordigers van de in artikel 16, 3e lid, 2°, bedoelde interprofessionele bonden.

Een vertegenwoordiger van de minister die voor de voortgezette opleiding van de middenstand bevoegd is en één vertegenwoordiger van de minister die voor onderwijs bevoegd is, wonen de commissievergaderingen met raadgevende stem bij.

De leercommissies vervullen de in artikel 27 bedoelde opdrachten.

*Afdeling II. — Bevoegdheid*

**Art. 20.** De opdracht van het Instituut bestaat erin :

1° met de medewerking van de Centra de leertijd, de opleiding tot ondernemer, de verlengde opleiding, de omscholing en de pedagogische volmaking te bevorderen;

2° op voorstel van de bedrijfscommissies de programma's voor de leertijd en de opleiding tot ondernemer uit te werken;

3° de leergangen voor de leertijd, de opleiding tot ondernemer en de omscholing die door de centra georganiseerd worden te erkennen, coördineren en subsidiëren en te voorzien in het pedagogisch toezicht over die leergangen;



- 4° de organisatie van de doorlopende evaluatie en van de examens betreffende de leertijd en de opleiding tot ondernemer te coördineren;
- 5° de activiteiten i.v.m. de verlengde opleiding, georganiseerd door de Centra, te erkennen, coördineren en subsidiëren;
- 6° de pedagogische volmaking met de medewerking van de Centra te organiseren;
- 7° de leercontracten en -verbintenissen te erkennen;
- 8° de activiteit van de leersecretarissen te controleren;
- 9° de Executieve advies te geven over elk voorontwerp van decreet of van reglementair besluit betreffende de voortgezette opleiding;
- 10° toe te zien op het verloop van de leertijd in de bedrijven.

**Art. 21.** In het kader van zijn opdracht neemt het Instituut elk initiatief dat de voortgezette opleiding kan ontwikkelen of verbeteren en sluit het o.m. samenwerkingsakkoorden met andere opleidingssectoren.

**Art. 22.** De opdracht van de Centra bestaat erin :

- 1° met de medewerking van het Instituut de leertijd, de opleiding tot ondernemer, de verlengde opleiding, de omscholing en de pedagogische volmaking te bevorderen;
- 2° zelf alleen in te staan voor de organisatie van de lessen, de doorlopende evaluatie en de examens, voor de leertijd en de opleiding tot ondernemer, en de stage i.v.m. de opleiding tot ondernemer te organiseren;
- 3° te voorzien in de pedagogische begeleiding van de voor de leergangen ingeschreven leerlingen;
- 4° de programma's van de verlengde opleiding en de omscholing uit te werken en de desbetreffende activiteiten te organiseren;
- 5° de attesten, getuigschriften en diploma's, bedoeld in de artikelen 4, 7 en 12 uit te reiken.

**Art. 23.** De Centra nemen binnen de perken van hun opdracht elk initiatief dat de verlengde opleiding, de omscholing of de stage voor de opleiding tot ondernemer kan ontwikkelen of verbeteren.

**Art. 24.** De Centra kunnen activiteiten inzake verlengde opleiding toevertrouwen aan bedrijfsorganisaties en interprofessionele bonden.

**Art. 25.** De opdracht van de bedrijfscommissie bestaat erin het Instituut adviezen te geven of voorstellen te doen over de problemen betreffende een beroep of een groep van beroepen en over de eigen problemen van de voortgezette opleiding.

**Art. 26.** De opdracht van de leersecretarissen bestaat erin :

- 1° te voorzien in het sluiten van de leercontracten door als tussenpersoon te dienen tussen de ondernemer en de leerling of diens wettelijke vertegenwoordiger, met bijzondere aandacht voor de voorlichting bij beroepskeuze, daarbij de leertijd in hun sector te bevorderen, en na te gaan welke bedrijven een geschikte opleiding kunnen verstrekken en welke nieuwe bedrijvigheden in aanmerking komen voor de leertijd;
- 2° te zorgen voor de administratieve controle over de door hun toedoen gesloten contracten en over de verbintenissen betreffende de leerlingen, de uitvoering van de leercontracten geregeld te controleren en in het bijzonder te waken over de naleving van de contractuele verplichtingen van de werkgever;
- 3° de leerlingen moreel en sociaal te begeleiden;
- 4° als bemiddelaar op te treden bij geschillen tussen ondernemer en leerling;
- 5° de werkzaamheden van de leercommissie bij te wonen.

**Art. 27.** De opdracht van de leercommissies bestaat erin :

- 1° de problemen te beoordelen die de leersecretarissen in hun ambtsgebied bij de begeleiding ondervinden, en oplossingen voor te stellen;
- 2° verzoenend op te treden in de geschillen tussen de contractsluitende partijen, die de leersecretarissen niet konden oplossen;
- 3° adviezen uit te brengen en voorstellen te doen, ten behoeve van de raad van bestuur van het Instituut, over de verbetering van de leertijd en van het werk van de leersecretarissen, en over de intrekking van de erkenning van leercontracten;
- 4° de Executieve de intrekking van de erkenning van een leersecretaris voor te stellen, na de betrokkene gehoord te hebben en een omstandig verslag te hebben opgemaakt. De beslissing tot intrekking moet met redenen omkleed zijn.

### HOOFDSTUK III. — *Het Instituut voor de voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen*

#### *Afdeling I. — De raad van bestuur*

**Art. 28.** Het Instituut wordt bestuurd door een raad van bestuur bestaande uit :

- 1° een voorzitter;
- 2° een ondervoorzitter;
- 3° acht leden ter vertegenwoordiging van beroepen die voldoen aan de eisen gesteld bij artikel 6 van de op 28 mei 1979 gecoördineerde wetten betreffende de organisatie van de middenstand, of krachtens die bepaling;

4° acht leden ter vertegenwoordiging van de verschillende interprofessionele bonden die voldoen aan de eisen gesteld bij of krachtens artikel 7 van de op 28 mei 1979 gecoördineerde wetten betreffende de organisatie van de middenstand;

5° vier leden die de Centra vertegenwoordigen.

**Art. 29.** De leden van de raad van bestuur worden door de Executieve benoemd uit dubbeltallen, resp. voorgedragen door de bedrijfsbonden, de interprofessionele bonden en de Centra.

**Art. 30.** De Executieve benoemt de voorzitter en de ondervoorzitter van de raad van bestuur op eenparig advies van de leden van die raad. Bij gebrek aan eenparigheid benoemt de Executieve de voorzitter en de ondervoorzitter op eigen initiatief.

**Art. 31.** De voorzitter, ondervoorzitter en leden worden voor vier jaar benoemd en moeten Franstalig zijn.

Elk lid dat niet langer de hoedanigheid heeft op grond waarvan het aangewezen was, wordt geacht ontslagnemend te zijn.

Elk lid dat niet langer van de raad van bestuur deel uitmaakt, wordt binnen de drie maanden vervangen. Het nieuw lid voleindigt in dit geval het mandaat van zijn voorganger.

#### *Afdeling II. — Bevoegdheid van de raad van bestuur*

**Art. 32.** De raad van bestuur beschikt over alle bevoegdheden die nodig zijn om het Instituut te besturen.

**Art. 33.** De Executieve legt de raad van bestuur elk voorontwerp van decreet of van reglementair besluit voor dat betrekking heeft op de voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

De raad van bestuur brengt advies uit binnen 45 kalenderdagen te rekenen van de verzending van de aanvraag. Bij gebrek aan een tijdig advies wordt dit geacht, gegeven te zijn.

**Art. 34.** De raad van bestuur stelt, onder voorbehoud van goedkeuring door de Executieve, zijn huishoudelijk reglement vast met o.m.

1° de regeling van de bijeenroeping van de raad;

2° de regeling van het voorzitterschap van de raad bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitter;

3° de bepaling van de handelingen van dagelijks beheer;

4° de voorwaarden waaronder de raad de bedrijfscommissies om advies en medewerking verzoekt;

5° de wijze waarop het in artikel 33 bedoelde advies verstrekt wordt.

**Art. 35.** Bij zijn samenstelling wijst de raad van bestuur onder de personeelsleden van het Instituut de persoon aan die het secretariaat van de raad zal waarnemen, alsook diens plaatsvervanger. Hij kan te allen tijde in zijn vervanging voorzien.

**Art. 36.** De Executieve bepaalt het bedrag van de vergoedingen en presentiegelden, toegekend aan de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de raad van bestuur, ten laste van het Instituut.

**Art. 37.** De Executieve wijst een commissaris en een plaatsvervangend commissaris aan om de bevoegdheid uit te oefenen, bepaald bij de wet van 16 maart 1954.

#### *Afdeling III. — Dagelijkse beheer*

**Art. 38.** De Executieve benoemt de administrateur-generaal van het Instituut, op de voordracht van de minister bevoegd voor de voortgezette opleiding van de middenstand.

**Art. 39.** De administrateur-generaal van het Instituut voert de beslissingen van de raad van bestuur uit, geeft de raad alle nodige inlichtingen en doet hem alle nuttige voorstellen voor de werking van het Instituut.

Hij woont de raadsvergaderingen met raadgevende stem bij.

Hij leidt het personeel en verzekert onder het toezicht van de raad van bestuur, de werking van het Instituut.

Hij oefent de bij het huishoudelijk reglement bepaalde bevoegdheid inzake dagelijks beheer uit.

De raad van bestuur kan hem andere, welbepaalde bevoegdheden verlenen.

Om een vlotte afwerking te bevorderen, kan de raad van bestuur, binnen de perken en op de voorwaarden die hij bepaalt, de administrateur-generaal machtigen om een gedeelte van de hem verleende bevoegdheid, alsook de ondertekening van bepaalde stukken en brieven over te dragen.

**Art. 40.** Als de administrateur-generaal verhinderd is, wordt het personeelslid van het Instituut met de onmiddellijk lagere graad of bij diens ontstentenis, een personeelslid met de hoogste graad, door de raad van bestuur aangewezen om zijn ambt waar te nemen.

*Afdeling IV. — Personeel*

**Art. 41.** Op de voordracht van de raad van bestuur bepaalt de Executieve de personeelsformatie en het statuut van het vast benoemd en tijdelijk personeel van het Instituut.

Het Instituut kan contractueel personeel in dienst nemen.

De vaste personeelsleden van de vzw "Institut francophone de Formation permanente des Classes moyennes" worden naar het Instituut overgeheveld met behoud van hun graad of met een gelijkwaardige graad en in dezelfde hoedanigheid. De Executieve bepaalt de wijze van overheveling.

*Afdeling V. — Financiering en begroting van het Instituut*

**Art. 42.** Het Instituut geniet toelagen voor de uitoefening van de hoger bepaalde opdrachten, binnen de perken van de daartoe op de begroting van de Franse Gemeenschap uitgetrokken kredieten.

Het kan giften en schenkingen aanvaarden en alle andere ontvangsten innen. Het kan leningen aangaan, uitsluitend om de kapitaaluitgaven te financieren.

**Art. 43.** De begroting van het Instituut wordt aan de Raad van de Franse Gemeenschap meegedeeld als bijlage bij de ontwerpbegroting van de Franse Gemeenschap.

**Art. 44.** De op de begroting van de Gemeenschap uitgetrokken toelagen worden ter beschikking van het Instituut gesteld in vier gelijke driemaandelijke schijven, die het Instituut uiterlijk de 20e dag van elk kwartaal worden uitgekeerd.

**Art. 45.** De Centra genieten toelagen voor de uitoefening van de hoger bepaalde opdrachten, binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Instituut uitgetrokken kredieten. Wanneer ze, overeenkomstig artikel 24, activiteiten inzake verlengde vorming toevertrouwen aan bedrijfsorganisaties en interprofessionele bonden, subsidiëren de Centra zelf die bonden en organisaties.

De toekenning en de aanwending van toelagen voor de Centra worden door het Instituut gecontroleerd. De toekenning van de toelagen is afhankelijk van de toepassing door de Centra van een boekhoudplan, waarvan de modaliteiten op voorstel van het Instituut bepaald worden door de Executieve.

**Art. 46.** De leersecretarissen genieten toelagen voor de opdrachten die zij vervullen, binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Instituut uitgetrokken kredieten.

**Art. 47.** De leercommissies genieten toelagen voor de opdrachten die ze vervullen, binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Instituut uitgetrokken kredieten.

**Art. 48.** Het Instituut kan aandelen verwerven in gemengde of privé-maatschappijen die in de sector van de voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen werkzaam zijn.

*HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen*

**Art. 49.** Het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de voortdurende vorming in de middenstand, voor de Franse Gemeenschap gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 26 oktober 1982, 26 maart 1986, 24 september 1987 en 29 oktober 1990, wordt opgeheven.

**Art. 50.** In artikel 1, B, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, worden de woorden "Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises" op hun plaats in de alfabetische volgorde ingevoegd.

**Art. 51.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1992.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapexecutieve,  
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,  
J.P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,  
F. GUILLAUME.